

The Congolese Education System: History and Evolution

Le Systeme Educatif Congolais: Historique et Evolution

Par. Manzembo Ngossa Ruphin

Abstract: The Congolese education system has undergone significant evolution throughout its history. From the colonial era to the present day, various reforms and changes have marked the educational landscape of the Democratic Republic of Congo (DRC). From the introduction of formal education by missionaries to the nationalization of education after independence, including the challenges of civil war and post-conflict reconstruction, the Congolese education system has been shaped by complex political, social, and economic contexts. Efforts to improve access to education, strengthen teaching quality, promote national languages, and enhance vocational training have been at the heart of educational debates and reforms in the DRC. Despite many persistent challenges, such as the lack of adequate infrastructure, regional inequalities, underfunding, and a shortage of qualified teachers, the Congolese education system continues to evolve to meet the needs of society and train the next generation of Congolese citizens.

Keywords: The Educational System, Congolese, History, Evolution.

Resume: Le système éducatif congolais a connu une évolution significative tout au long de son histoire. Depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui, diverses réformes et changements ont marqué le paysage éducatif de la République Démocratique du Congo (RDC). De l'introduction de l'éducation formelle par les missionnaires au processus de nationalisation de l'enseignement après l'indépendance, en passant par les défis liés à la guerre civile et à la reconstruction post-conflit, le système éducatif congolais a été façonné par des contextes politiques, sociaux et économiques complexes. Les efforts pour améliorer l'accès à l'éducation, renforcer la qualité de l'enseignement, promouvoir les langues nationales et valoriser la formation professionnelle ont été au cœur des débats et des réformes éducatives en RDC. Malgré les nombreux défis persistants tels que le manque d'infrastructures adéquates, les inégalités régionales, le manque de financement et la pénurie d'enseignants qualifiés, le système éducatif congolais continue d'évoluer pour répondre aux besoins de la société et former la prochaine génération de citoyens congolais.

Mots clés: Le Systeme Educatif, Congolais, Historique, Evolution.

Introduction

Le système éducatif congolais se trouve dans une situation compliquée à la suite des guerres qui se sont succédé et surtout à cause de la forte croissance démographique qui influe sur sa capacité d'accueil et sa qualité. En effet, la République démocratique du Congo (RDC) compte plus de 77 million d'habitants et fait partie des vingt pays les plus peuplés au monde. Elle est le troisième pays africain par l'importance de sa population et le deuxième en superficie (2 345 409 km²). Sa densité de population est l'une des plus faibles du continent avec 22-24 habitants par km². La majorité de sa population est jeune (65,5 % de la population a moins de 24 ans). Son indice de fécondité élevé renforce la pression sur les services éducatifs (RDC, 2015).

En dépit des performances économiques remarquables réalisées entre 2010 et 2015, l'économie du pays reste fragile en raison de l'instabilité politique et des variations des cours des matières premières. L'économie du pays est marquée aussi par un déséquilibre entre le secteur formel (15 % de l'activité économique) et le secteur informel (85 %). La croissance de la création de nouveaux emplois formels est limitée à 3 % par an et n'est donc pas suffisante pour absorber les chômeurs et les nouveaux entrants sur le marché de l'emploi.

La pauvreté reste omniprésente, malgré le recul du taux de pauvreté monétaire enregistré entre 2005 et 2012 (63,4 % en 2012 contre 71,3 % en 2005) (RDC, 2015). Avec un tel tableau, le pouvoir organisateur de l'éducation est appelé à fournir beaucoup d'efforts pour que le système éducatif atteigne ses objectifs en satisfaisant la société et les besoins du marché de l'emploi. Ce contexte général n'est pas favorable au rétablissement de l'équilibre entre la demande et l'offre scolaires.

Le système éducatif congolais a connu une évolution complexe et dynamique, marquée par des changements significatifs depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours. Cet article vise à explorer l'historique et l'évolution de ce système, en mettant en lumière les principales réformes, les défis rencontrés et les contextes socio-politiques qui ont influencé son développement.

1.1. Evolution du système éducatif avant l'indépendance

Le système éducatif en République Démocratique du Congo (RDC) a été profondément influencé par l'histoire coloniale belge, qui a façonné les structures éducatives et les opportunités d'apprentissage pour la population congolaise. L'évolution de ce système peut être divisée en plusieurs phases clés, marquées par des changements significatifs dans l'approche éducative et les politiques mises en œuvre.

L'éducation au Congo a commencé à prendre forme avec l'arrivée des missions chrétiennes à la fin du XIXe siècle, notamment après la Conférence de Berlin en 1885, qui a redéfini les frontières coloniales de l'Afrique. Les missionnaires, en particulier ceux des congrégations catholiques, ont joué un rôle crucial dans l'introduction de l'éducation formelle, qui visait non seulement à évangéliser la population congolaise, mais aussi à leur enseigner à lire et à écrire. Cette période est marquée par plusieurs caractéristiques clés qui ont façonné le paysage éducatif du pays. L'arrivée des missions chrétiennes au Congo s'inscrit dans un contexte colonial où les puissances européennes cherchaient à étendre leur influence sur le continent africain. La Belgique, sous le règne de Léopold II, a établi l'État indépendant du Congo en 1885, et les missions catholiques ont été encouragées à participer à ce projet colonial. Les premières missions catholiques, telles que celles des Scheutistes et des Jésuites, ont été établies pour soutenir la "mission civilisatrice" du roi belge.¹

Les missions avaient pour objectif principal d'évangéliser la population congolaise. Cependant, elles ont rapidement compris que l'éducation était un outil essentiel pour atteindre cet objectif. En enseignant aux Congolais à lire et à écrire, les missionnaires espéraient non seulement transmettre les valeurs chrétiennes, mais aussi remplacer les croyances traditionnelles par le christianisme. L'éducation était donc principalement axée sur la moralisation et l'assimilation culturelle, cherchant à intégrer les Congolais dans un cadre de pensée européen.²

Les missionnaires ont établi un réseau d'écoles dans tout le pays, souvent en collaboration avec les autorités coloniales. Ces écoles étaient généralement réservées à une élite congolaise et étaient conçues pour former des individus capables de servir dans l'administration coloniale. Les colonies scolaires ont été créées pour accueillir les enfants orphelins ou abandonnés, leur offrant une éducation tout en les éloignant de leurs racines culturelles.³

L'éducation missionnaire a eu un impact profond sur la culture congolaise. Bien qu'elle ait contribué à l'alphabétisation et à l'accès à des connaissances nouvelles, elle a également entraîné une érosion des cultures traditionnelles. Les valeurs et les croyances locales étaient souvent dévalorisées au profit des enseignements chrétiens. Cela a créé une tension entre l'identité culturelle congolaise et les idéaux imposés par les missionnaires.⁴

Malgré cette imposition culturelle, il y a eu des cas de résistance et d'adaptation de la part des Congolais. Certains groupes ont intégré le christianisme dans leurs pratiques culturelles existantes, créant ainsi une forme d'inculturation qui a permis de maintenir certaines traditions tout en adoptant des éléments chrétiens.⁵ Cette dynamique a contribué à façonner une identité religieuse unique qui continue d'influencer la société congolaise aujourd'hui.

L'arrivée des missions chrétiennes à la fin du XIXe siècle a marqué le début d'une nouvelle ère pour l'éducation au Congo. Bien que ces missions aient joué un rôle clé dans l'introduction de l'éducation formelle et aient contribué à l'alphabétisation de certains segments de la population, elles ont également engendré des tensions culturelles significatives. L'impact durable de cette période continue d'être ressenti dans le système éducatif congolais actuel et dans les relations entre tradition et modernité.

1.1.1. Le système éducatif colonial (1908-1960)

Avant de tenter de créer une image du développement éducatif dans le vicariat des MSC sur la base de chiffres et d'autres données concrètes, il est peut-être utile de considérer l'organisation éducative officielle au

¹Edoardo Quareta, « Enfance, évangélisation et inculturation catholique en colonie », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, 22 | 2020, 25-45. <http://journals.openedition.org/rhei/5107>; DOI: <https://doi.org/10.4000/rhei.5107>

²L'évangélisation en RDC, entre accueil et intériorisation <https://www.vaticannews.va/fr/afrique/news/2023-01/l-evangelisation-en-rdc-une-histoire-d-accueil-et-d-interiorisa.html>

³Le christianisme sous les signes de Saint Jacques et de Saint Antoine, <https://books.openedition.org/editionsehess/341?lang=en>

⁴Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, <https://books.openedition.org/editionsehess/334?lang=en>

⁵William Graham Lister Randles, *L'ancien royaume du Congo des origines à la fin du XIXe siècle*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Avril, 18, 2013, p. 276. Paris. <https://books.openedition.org/editionsehess/314?lang=en>

Congo belge.⁶ Le terme « officiel » doit être pris avec beaucoup de circonspection à cet égard. Après tout, l'interaction entre l'État, qui serait logiquement associée au terme « officiel », et les missions (catholiques) s'est révélée être un élément constitutif dans le développement du système éducatif colonial. En conséquence, une tentative a été faite dans ce chapitre pour donner un aperçu de l'éducation coloniale belge sous un angle organisationnel et politico-stratégique, dans lequel la relation entre le gouvernement et les missionnaires est considérée. L'étude la plus approfondie sur le développement des programmes scolaires et des populations scolaires se trouve dans *Colonisation et enseignement* de Pierre Kita.⁷

Bien que son étude soit clairement beaucoup plus extensive, donne un aperçu général et souligne également les impulsions initiales du développement de l'éducation dans les premières années de la colonisation belge, ce chapitre aborde le sujet sous un angle différent, à savoir l'augmentation de l'intervention de l'État dans l'éducation et le développement du réseau scolaire. De cette manière, une tentative sera faite en utilisant des données contextuelles (et statistiques) sur le développement de l'éducation primaire pour esquisser un cadre représentatif des tendances régionales qui seront ensuite décrites.⁸

Traditionnellement, on suppose que la colonisation du Congo belge était le résultat d'une convergence de trois acteurs : l'église, les affaires et l'État. Chacun avait ses propres intérêts et comptait sur les deux autres pour le soutenir. Pour comprendre correctement l'organisation éducative, il suffit de se concentrer sur deux de ces trois acteurs. La relation entre l'État et les missionnaires n'était certainement pas univoque.

Les missionnaires étaient divisés en deux grands groupes, les catholiques, de loin majoritaires au Congo, et les protestants, traditionnellement bien représentés en Afrique. Ceci est différent de la situation en Belgique où l'Église catholique s'était développée pour devenir la religion officielle de l'État depuis l'indépendance et contrôlait complètement l'éducation. L'administration coloniale était la partie demandeuse de la collaboration avec les missionnaires, ce qui ne signifie pas que la relation avec ces missionnaires était toujours exempte de critiques ou immuable. Avec le temps, différentes tendances, préférences et opinions politiques ont commencé à se dessiner en relation avec la question éducative coloniale.

En conclusion, l'éducation coloniale au Congo belge entre 1908 et 1960 illustre comment un système éducatif peut être utilisé comme un outil de domination sociale et économique. Sous couvert d'évangélisation et de développement économique, ce système visait principalement à maintenir le contrôle colonial tout en formant une main-d'œuvre subalterne. À son indépendance, le Congo faisait face à un défi majeur : transformer un héritage éducatif inégalitaire en un système capable de répondre aux aspirations d'une population désireuse de progrès social et économique.

1.1.2. Réformes éducatives et obstacles (1948-1960)

Entre 1948 et 1960, le système éducatif congolais a subi des réformes significatives, mais ces changements ont été accompagnés de nombreux obstacles qui ont limité leur efficacité. Cette période est marquée par une volonté de modernisation et d'accès à l'éducation pour un plus grand nombre de Congolais, mais aussi par des résistances institutionnelles et sociales. Dans le cadre du contexte des réformes, après la Seconde Guerre mondiale, les mouvements nationalistes africains ont intensifié leurs demandes de réformes éducatives. En 1948, le gouvernement belge a introduit un projet d'enseignement public qui visait à répondre à ces revendications. Ce projet était en partie une réponse aux critiques sur l'inégalité d'accès à l'éducation entre les Européens et les Congolais.⁹ Le ministre de l'Éducation, Pierre Wigny, a mis en place un nouveau programme qui cherchait à élargir l'accès à l'enseignement primaire et secondaire pour les Congolais.

Il faut faire la distinction entre les établissements pour les enfants des colons et ceux que fréquentaient les enfants congolais, généralement tenus et organisés par des missionnaires catholiques ou protestants. Ce n'est que dans la dernière décennie de l'ère coloniale que des enfants congolais, sélectionnés, furent admis dans les écoles des enfants européens. La question de la « déségrégation scolaire » avait été envisagée par le ministre des colonies Auguste Buisseret en 1957.

⁶MSC is the official abbreviation for the congregation of the Missionaries of the Sacred Heart of Jesus (Missionarii Sacratissimi Cordis Jesu). Both to the congregation and the members of it, who are mentioned often in this thesis, will systematically be referred to by this abbreviation. The congregation was founded in 1855 in Isoudun, a village in the centre of France. The founder was the priest Jules Chevalier. The development of the Flemish province and the beginning of missionising in the Belgian Congo shall be considered more deeply in the third chapter.

⁷Kita, P. (1982). *Colonisation et enseignement*. Bukavu : Editions du Ceruki.

⁸For the readability of the text, the majority of figures in this and the following chapters have been included in the appendices 1 to 7.

⁹L'enseignement public au Congo: de sa création en 1946 à l'indépendance en 1960, <https://ligue-enseignement.be/lenseignement-public-au-congo-de-sa-creation-en-1946-a-lindependance-en-1960>

La réforme de 1948, dix ans après la réforme de 1938, L'aspiration des masses congolaises à un niveau d'instruction plus élevé se rapprochant davantage de l'enseignement pour blancs, se fit sentir avec pression. En plus, la réalisation du plan décennal obligea le gouvernement du Congo-Belge à concevoir un programme d'enseignement qui devrait s'adapter au projet de modernisation, à la mécanisation des installations minières, au démarrage de l'industrialisation et à la politique du paysannat après la 2^e guerre mondiale. D'où, la présente réforme poursuit trois buts : primo, assurer aux indigènes une formation de qualité et un niveau d'instruction plus élevé ; secundo, répondre aux exigences du plan décennal ; tertio, former une élite correspondante à l'expansion industrielle.

Cette réforme a comme innovations à l'école primaire: l'uniformisation du programme et de l'organisation de l'enseignement au premier degré qui dure deux ans ; le dédoublement du 2^e degré en enseignement soit ordinaire soit sélectionné (c.à.d. il y a 2 catégories d'enseignement de 2^e degré : le 2^e degré ordinaire (3ans) et le 2^e degré sélectionné (4 ans); la sélection des élèves à la fin du premier degré permettant leur orientation ; le deuxième degré ordinaire d'une durée de trois ans est réservé aux élèves qui auront été écartés par la sélection. Ici, le français est obligatoirement enseigné comme une seconde langue, l'agriculture et les métiers constituent les disciplines principales du programme, elles occupent les 2/5 du temps d'enseignement.

Au 2^e degré ordinaire, les matières suivantes y furent dispensées : les leçons de moralisation (la religion et les causeries éducatives), l'éducation physique et le chant ; français : conversations élémentaires ; vocabulaires usuels (noms, adjectifs, verbes) concernant l'entourage des élèves ; phraséologie simple ; Lecture, écriture, prononciation, étude de mémoire de quelques textes dialogués.

L'on prévoit au 2^e degré sélectionné, certaines leçons communes au 2^e degré ordinaire, telles que l'éducation physique et les leçons de moralisation. Cependant, l'enseignement du français fut plus développé ici et prévoit quatre chapitres importants : vocabulaire, élocution, lecture, orthographe, grammaire et rédaction. Par cette réforme, la structure de l'enseignement post-primaire est double : l'école pour la masse et l'école pour l'élite.

L'école pour la masse était destinée à accueillir les élèves ayant terminé avec succès tout ou une partie du degré ordinaire, ces établissements sont destinés « à valoriser les connaissances de certains éléments qui, bien restant dans leur milieu, sont appelés à rendre des services à la masse paysanne dans les domaines artisanal, administratif et pédagogique »¹⁰.

La période de 1948 à 1960 a été cruciale pour l'évolution du système éducatif congolais. Bien que des réformes aient été mises en place pour élargir l'accès à l'éducation, les obstacles structurels et sociaux ont limité leur impact. Ces défis ont mis en évidence la nécessité d'une approche plus intégrée pour améliorer l'éducation au Congo.

1.1.3. Impact sur la société Congolaise

La période de 1948 à 1960 a été marquée par des réformes éducatives significatives au Congo, qui ont eu un impact profond sur la société congolaise. Ces réformes ont été motivées par des aspirations à l'éducation et à l'égalité, mais elles ont également révélé des tensions et des défis qui ont façonné la dynamique sociale du pays.

Entre 1948 et 1960, le système éducatif congolais a connu des réformes significatives qui ont permis un élargissement notable de l'accès à l'éducation pour les Congolais. Ces changements ont été motivés par des aspirations croissantes à une éducation de qualité et ont eu des répercussions profondes sur la société congolaise, notamment en termes de prise de conscience des droits éducatifs et d'émergence de mouvements nationalistes.¹¹

Après la Seconde Guerre mondiale, la pression pour des réformes éducatives s'est intensifiée au Congo belge. Les mouvements nationalistes congolais ont commencé à revendiquer un accès plus équitable à l'éducation, dénonçant les inégalités entre les écoles réservées aux Européens et celles destinées aux Congolais. En réponse, le gouvernement belge a introduit un projet d'enseignement public en 1948, dirigé par Pierre Wigny, ministre de l'Éducation. Ce projet visait à créer un système éducatif plus inclusif, bien que les écoles confessionnelles aient continué à jouer un rôle prépondérant dans l'éducation.¹²

L'un des résultats les plus significatifs des réformes a été l'augmentation du nombre d'élèves dans les écoles publiques. En 1954, seulement 4 500 élèves fréquentaient les groupes scolaires officiels, mais ce chiffre a explosé pour atteindre plus de 30 000 en 1956.¹³ Cette croissance rapide a été le reflet d'une demande accrue

¹⁰Plan Décennal pour le développement économique et social du Congo Belge, Bruxelles, 1949, p. 68.

¹¹Ligue d'enseignement belge, L'enseignement public au Congo : de sa création en 1946 à l'indépendance en 1960.

¹²EHNE, L'éducation coloniale au Congo belge.

¹³L'enseignement public au Congo: de sa création en 1946 à l'indépendance en 1960

Jeudi 10 décembre 2020 <https://ligue-enseignement.be/lenseignement-public-au-congo-de-sa-creation-en-1946-a-lindependance-en-1960>

pour l'éducation, alimentée par une prise de conscience croissante des droits éducatifs au sein de la population congolaise. Les parents ont commencé à voir l'éducation comme un moyen d'améliorer leur statut social et économique.

L'élargissement de l'accès à l'éducation a eu plusieurs impacts sur la société congolaise:

Prise de conscience des droits éducatifs: L'augmentation du nombre d'élèves dans les écoles publiques a contribué à une sensibilisation accrue aux droits liés à l'éducation. Les Congolais ont commencé à revendiquer leur droit à une éducation de qualité, ce qui a alimenté les mouvements nationalistes et les appels à l'autonomie politique.

Formation d'une nouvelle élite : Bien que le système éducatif congolais ait été conçu principalement pour former une main-d'œuvre subalterne, il a également permis la formation d'une nouvelle élite congolaise. Certains Congolais ont pu accéder à des postes administratifs et techniques grâce à leur éducation, bien que ces opportunités aient été limitées par le manque d'accès à l'enseignement supérieur.

Inégalités persistantes: Malgré ces avancées, des inégalités structurelles sont restées présentes dans le système éducatif. Les écoles confessionnelles continuaient d'attirer une majorité d'élèves en raison de leurs meilleures infrastructures et ressources, tandis que les écoles publiques peinaient à répondre aux besoins croissants de la population.¹⁴ En 1958, seulement 3 % des élèves du primaire fréquentaient les écoles officielles, tandis que ce chiffre atteignait 14 % dans l'enseignement secondaire.¹⁵

Résistance culturelle et sociale: Les réformes éducatives ont également rencontré une résistance au sein de certaines communautés traditionnelles. Les normes culturelles et les préjugés ont souvent limité l'accès des filles à l'éducation, entravant leur participation dans le système scolaire.¹⁶ La perception selon laquelle l'éducation n'était pas nécessaire pour les filles a persisté, malgré les efforts pour promouvoir une éducation égalitaire.

Les réformes ont également permis la formation d'une nouvelle élite congolaise. Bien que le système éducatif ait été conçu pour répondre aux besoins de main-d'œuvre subalterne, il a néanmoins ouvert des opportunités pour certains Congolais d'accéder à des postes administratifs et techniques.¹⁷ Cependant, l'accès à l'enseignement supérieur est resté très limité, avec seulement 5 % des élèves dans les lycées étant congolais.¹⁸ Cela a engendré un sentiment d'injustice parmi ceux qui aspiraient à une éducation plus avancée. Malgré ces avancées, les inégalités dans le système éducatif sont demeurées marquées. Les écoles confessionnelles, souvent mieux financées et dotées de meilleures infrastructures, ont continué à attirer une majorité d'élèves, tandis que les écoles publiques peinaient à répondre aux besoins de la population.¹⁹

De plus, le programme éducatif était souvent adapté aux intérêts coloniaux, visant davantage à maintenir l'ordre social qu'à promouvoir une éducation véritablement émancipatrice. Les réformes éducatives ont également rencontré une résistance au sein de certaines communautés traditionnelles. Les valeurs culturelles et les pratiques coutumières ont parfois entravé l'accès des filles à l'éducation et limité leur participation dans le système scolaire.²⁰ Les préjugés et les normes sociales ont constitué des obstacles majeurs pour l'intégration complète des femmes dans le système éducatif.

¹⁴Marc Depaepe, Denise Angotako mawanzo, « L'éducation coloniale au Congo belge », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe [en ligne], ISSN 2677-6588, mis en ligne le 31/08/21, consulté le 13/12/2024. Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/21639>

¹⁵Marc DEPAEPE Denise ANGOTAKO MAWANZOL'éducation coloniale au Congo belge <https://ehne.fr/fr/node/21639/printable/pdf>

¹⁶Thérèse Olunga Olulu, Politique Colonial D'enseignement Et Integration Scolaire Des Femmes Congolaises En Periode Coloniale Au Congo Kinshasa Exemple De Kisangani (Ex. Stanley Ville), European Scientific Journal June 2017 edition Vol.13, No.16 ISSN : 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431

¹⁷Marc Depaepe, Denise Angotako mawanzo, « L'éducation coloniale au Congo belge », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe [en ligne], ISSN 2677-6588, mis en ligne le 31/08/21, consulté le 13/12/2024. Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/21639>

¹⁸Marc Depaepe, Sous le signe du paternalisme : les politiques éducatives au Congo belge, 1908-1960, <https://books.openedition.org/enseditions/2415?lang=en>

¹⁹Spartacus Kabala Munyemo, L'intégration des valeurs traditionnelles congolaises dans l'amélioration du système éducatif moderne en RDC. Cas de l'initiation traditionnelle Lega de 1905 à 2008, Université pédagogique nationale - Diplôme d'études approfondies 2012. https://www.memoireonline.com/10/12/6168/m_Lintegration-des-valeurs-traditionnelles-congolaises-dans-lamelioration-du-systeme-educati40.html

²⁰Thérèse Olunga Olulu, Politique Colonial D'enseignement Et Integration Scolaire Des Femmes Congolaises En Periode Coloniale Au Congo Kinshasa Exemple De Kisangani (Ex. Stanley Ville), European Scientific

1.2. Réformes du système éducatif congolais post-indépendance

Après l'indépendance de la République Démocratique du Congo (RDC) en 1960, le système éducatif hérité de la période coloniale belge a nécessité des réformes profondes pour répondre aux besoins d'une nation en quête d'identité et de développement. Le système éducatif congolais, qui avait été conçu pour servir les intérêts coloniaux, devait être adapté pour favoriser l'émancipation et le progrès socio-économique des Congolais.

1.2.1. Les premières réformes (1960-1971)

L'histoire de l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo est jalonnée par une série de réformes, dont la dernière en date est celle de 2003. Celle-ci a été initiée au sortir d'une des crises les plus graves de l'histoire du pays, « crise de légitimité, crise de souveraineté, crise identitaire, crise de gouvernance dont les effets dévastateurs se passent de tout commentaire (plus de trois millions de morts, destruction des infrastructures, criminalisation de l'armée, pillage des ressources nationales, faiblesse institutionnelle de l'État, paupérisation de la population...) ».²¹

Dans les années qui ont suivi l'indépendance, plusieurs réformes ont été mises en place. L'une des premières initiatives a été de revoir le programme scolaire afin de le rendre plus pertinent pour la population congolaise. En 1961, une réforme a été introduite pour modifier le contenu éducatif, mais elle a été limitée par des problèmes politiques et économiques qui ont secoué le pays. Le manque d'infrastructures et de ressources humaines qualifiées a également entravé la mise en œuvre effective de ces réformes.

1.2.1.1. La réforme de 1971

La réforme majeure suivante est survenue en 1971, sous le régime de Mobutu Sese Seko. Cette réforme visait à africaniser le système éducatif et à renforcer l'enseignement supérieur. Elle a introduit un nouveau schéma éducatif qui cherchait à adapter les programmes aux réalités congolaises. Cependant, cette réforme a également été critiquée pour son approche centralisée et son manque d'implication des acteurs locaux dans le processus décisionnel.²² De l'indépendance de la RDC jusqu'en 1971, l'enseignement supérieur fonctionnait selon un schéma qui n'avait pas été repensé par et pour le pays.²³ Des critiques fusaient alors de partout pour déplorer l'inadaptation des méthodes d'enseignement, des programmes, des structures d'enseignement et des contenus des cours par rapport aux étudiants et l'inadéquation de la formation donnée par rapport aux besoins de la société.

En 1971, une réforme est intervenue, laquelle a consisté essentiellement en l'unification de l'enseignement supérieur dans une seule université (Université Nationale du Zaïre) supervisée par un seul recteur. Cette unification s'est accompagnée de l'élaboration des nouveaux programmes d'études et de l'organisation des études en trois cycles d'enseignement (le graduat en trois ans, la licence en deux ans et le doctorat).

Si la réforme de 1971 a entraîné l'augmentation sensible des effectifs des étudiants, elle n'a malheureusement pas été appuyée sur l'élaboration d'un plan prévisionnel des domaines dans lesquels la formation des cadres était la plus urgente et n'a pas ainsi permis de former des agents de développement dont le pays avait besoin. La singularité de cette réforme a plutôt été la forte politisation de l'appareil universitaire qui, à l'instar des autres secteurs de la vie nationale, devrait être un instrument de consolidation de l'idéologie mobutiste.

1.2.1.2. La réforme de 1981

En 1981, la vie et le développement de l'université congolaise ont été marqués par les mêmes maux que ceux décriés avant la réforme de 1971 notamment : l'inadéquation entre la formation universitaire et le monde d'emplois ; l'incapacité de former des agents de développement national épris d'un sens aigu de nationalisme, de conscience professionnelle, de respect des biens communs ; la difficulté d'entreprendre des recherches axées sur des solutions des problèmes de la société...

Conscient des échecs de la réforme de 1971, le pouvoir a dû procéder à une réforme administrative. En effet, au cours de cette réforme, on a cherché à instaurer l'autonomie de gestion au sein de chaque établissement

²¹Muholangu, M. A. (2004). Préface. Comprendre la transition ou La constitution de la transition expliquée. Kinshasa : Forel.

²²APED OVDS, La réforme de l'enseignement supérieur et universitaire au Congo -9 mars 2006
<https://www.skolo.org/2006/03/09/la-reforme-de-lenseignement-superieur-et-universitaire-au-congo/>

²³Verheust, T. (1974). L'enseignement en République du Zaïre. Cahiers du CEDAF, 1, 1-47.

d'enseignement supérieur et universitaire. Malheureusement, comme lors de la précédente réforme, on a été loin du compte. Cinq ans après, soit en 1986²⁴, constatera que « l'enseignement supérieur et universitaire au Zaïre n'est pas en crise, il est plutôt en voie de disparition. La formation dispensée dans ses instituts et facultés est tombée en dessous du seuil qui permet de prétendre à une qualification professionnelle ou scientifique du niveau supérieur. Il y a déjà quelques années que l'enseignement supérieur et universitaire ne produit plus de nouveaux savants, de nouveaux professeurs ou de nouveaux chercheurs; bientôt, il ne produira plus de nouveaux universitaires ».

1.2.1.3. Les États Généraux de l'Éducation (1996)

En 1996, les États Généraux de l'Éducation ont été convoqués pour évaluer le système éducatif et proposer des solutions aux nombreux problèmes rencontrés. Ces états généraux ont mis en lumière les lacunes du système, notamment l'inadéquation des programmes d'études et la nécessité d'une meilleure formation des enseignants. Cependant, les recommandations issues de ces États Généraux n'ont pas été pleinement mises en œuvre en raison de l'instabilité politique persistante.

S'il est indéniable que les spécialistes et praticiens de l'enseignement supérieur ainsi que les autres partenaires éducatifs ont unanimement reconnu et décrié la faillite de notre université après la réforme de 1981, il a fallu attendre les États Généraux de l'Éducation (1996) consécutifs à la Conférence Nationale Souveraine (1992), pour que l'on procède à l'élaboration d'un nouveau système éducatif. Aussi, les EGE ont-ils opté pour un système de gestion participatif au sein du système éducatif national. Cependant, ce projet est resté lettre morte à cause des soubresauts politiques qui ont plongé la RDC dans le chaos de 1997 à l'an 2002.

La réforme la plus significative du système éducatif congolais a eu lieu en 2003, après une période de conflits armés qui avait gravement affecté le pays. Cette réforme visait à restructurer l'enseignement supérieur et à introduire de nouveaux programmes adaptés aux besoins du marché du travail et aux aspirations des étudiants. Elle a également cherché à améliorer la qualité de l'éducation en intégrant des disciplines modernes telles que l'informatique et l'éducation civique dans les cursus.

La réforme de 2003, si les résolutions des États Généraux de l'Éducation sont restées en veilleuse, la lanterne de la réforme ne s'est pas pour autant éteinte. Déjà au lendemain de ce forum national, certaines idées ont été récupérées par le dernier gouvernement du régime du président Mobutu en vue de faire progresser, tant soit peu, certains aspects du système éducatif. De même, à l'issue de la guerre de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques de Libération) déclenchée en 1996, le gouvernement mis en place en 1997 a cherché à son tour à tirer son épingle du jeu en prenant par-ci par-là des idées novatrices sans jamais réformer le système éducatif dans sa globalité. Ces timides élans ont été brisés par la seconde guerre de « libération » déclenchée en août 1998. Il a fallu attendre la fin de cette guerre en 2002 et la formation du gouvernement d'union nationale en juin 2003 pour que la question de la réforme refasse surface. Deux types de facteurs ont milité en faveur de la nouvelle réforme : les facteurs externes et les facteurs internes à l'université.

Les facteurs externes se rapportent à la nécessité de se mettre au pas avec les pairs africains, à la mondialisation et à la nouvelle donne politique. La République Démocratique du Congo devrait notamment se mettre au pas avec ses pairs africains, question d'être conséquent avec elle-même en honorant les engagements pris vis-à-vis de l'Organisation de l'Unité Africaine au cours de ses diverses rencontres. En effet, la réforme de 1971 n'a pas su répondre avec efficacité aux préoccupations exprimées par l'Afrique sur la nécessité d'élaborer un plan prévisionnel dans la formation des cadres selon les domaines. La léthargie qui s'en est suivie n'a pas permis à l'université congolaise de basculer pour devenir un instrument de développement tant pour le Congo que pour l'Afrique tel que prôné à Lagos en 1980.

Ensuite, sous la poussée de la mondialisation qui s'accompagne de nouveaux champs de connaissances, d'un accroissement rapide du volume de l'information scientifique et technologique, l'université congolaise n'avait pas de choix, elle disparaîtrait sans la réforme. Enfin, la nouvelle donne politique consécutive à la formation d'un nouveau gouvernement de transition consacrant la fin de la guerre de plus de cinq ans a donné lieu à des mutations dans tous les secteurs de la vie nationale, notamment dans le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire.

Les facteurs internes à l'université, quant à eux, relèvent essentiellement des acteurs principaux de l'enseignement supérieur et universitaire que sont les enseignants, les administratifs et les étudiants.

Pour les enseignants, les avancées dans le domaine des sciences et technologie ouvraient de nouveaux champs et offraient de nouveaux moyens technologiques pour la formation et la recherche. Cela appelait donc une réforme de l'université dont les programmes étaient devenus désuets et les structures asphyxiantes. Quant aux administratifs, la restructuration de la gigantesque machine administrative s'imposait pour qu'une gestion autonome s'instaure pour le bien des bénéficiaires des services de l'université. Enfin, les étudiants ont, depuis

²⁴Verhaegen, B. (1986). Propositions sur l'Université de demain. Revue de l'IRSA, 1, 45-64.

fort longtemps, fustigé le cloisonnement de chaque spécialiste dans son propre domaine, l'absence de composantes telles que l'informatique, l'anglais dans leur formation, l'absence du caractère utilitaire de certaines disciplines de formation, le caractère désuet des programmes de formation, etc.

Bref, tous les acteurs de l'université ont, chacun en ce qui le concerne, plaidé en faveur d'une nouvelle réforme. Celle-ci est intervenue au cours de l'année académique 2003-2004 et a essentiellement concerné le statut de certaines institutions, les programmes de formation et l'organisation des études.

Certaines institutions ont ainsi vu leur statut modifié, tels sont les cas de l'Institut Pédagogique National (IPN) de Kinshasa, l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Bukavu, appelés à devenir des universités dans un avenir relativement proche. Néanmoins, cette transformation, qui permettrait aux nouvelles universités d'organiser des études en trois cycles (Graduat, licence et doctorat), n'aurait lieu qu'à la suite d'une étude de faisabilité. Outre la modification du statut de certaines institutions, la réforme de 2003 a également consisté en l'élaboration de nouveaux programmes. A ce sujet, il convient de faire remarquer que des disciplines telles que l'informatique et l'éducation à la citoyenneté ont été introduites dans toutes les facultés et instituts supérieurs. La réforme a, par ailleurs, institué certaines filières de formation dans la plupart des institutions.

Malgré ces réformes, le système éducatif congolais continue de faire face à plusieurs défis majeurs : Infrastructures insuffisantes: De nombreuses écoles manquent d'infrastructures adéquates, ce qui impacte directement la qualité de l'enseignement. Les classes sont souvent surchargées, et les ressources pédagogiques sont limitées.²⁵ Formation des enseignants: La qualité de l'enseignement dépend largement de la formation des enseignants. Beaucoup d'entre eux manquent encore de formation adéquate et continuent d'utiliser des méthodes pédagogiques obsolètes.²⁶

Corruption et mauvaise gestion: La corruption au sein du système éducatif a également sapé les efforts de réforme. Les fonds alloués à l'éducation ne sont pas toujours utilisés efficacement, ce qui limite les améliorations possibles.²⁷ Inégalités régionales: Les disparités régionales dans l'accès à l'éducation demeurent un problème majeur. Les zones rurales sont souvent défavorisées par rapport aux zones urbaines en termes d'accès aux ressources éducatives.²⁸

1.3. Problématiques actuelles du système éducatif congolais

Le système éducatif de la République Démocratique du Congo (RDC) fait face à de nombreuses problématiques qui entravent son efficacité et son accessibilité. Malgré des avancées notables dans certains domaines, plusieurs défis persistent, affectant la qualité de l'éducation et l'égalité d'accès pour tous les enfants.

1.3.1. Accès limité à l'éducation

Bien que le taux de scolarisation ait augmenté, environ 3,5 millions d'enfants âgés de 6 à 11 ans restent non scolarisés, représentant près de 27 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire⁵. Les disparités géographiques sont marquées, avec un accès limité à l'éducation dans les zones rurales et reculées. Ces régions souffrent d'un nombre insuffisant d'écoles et d'enseignants qualifiés, ce qui complique encore davantage l'accès à une éducation de qualité.²⁹

Les zones rurales souffrent d'un nombre insuffisant d'écoles et d'enseignants qualifiés, ce qui limite gravement l'accès à l'éducation pour les enfants vivant en dehors des centres urbains.³⁰ En effet, les enfants issus

²⁵Radio Okapi, L'éducation en RDC 61 ans après : des avancées à la descente aux enfers. <https://www.radiookapi.net/2021/06/30/actualite/societe/leducation-en-rdc-61-ans-apres-des-avancees-la-descente-aux-enfers>

²⁶Radio Okapi, L'éducation en RDC 61 ans après : des avancées à la descente aux enfers. <https://www.radiookapi.net/2021/06/30/actualite/societe/leducation-en-rdc-61-ans-apres-des-avancees-la-descente-aux-enfers>

²⁷Armand M'Batika, La réforme curriculaire en République démocratique du Congo, un projet en devenir, 2012, pp. 101-112. <https://shs.cairn.info/ecoles-en-mouvements-et-reformes--9782804171186-page-101?lang=fr>

²⁸Ligue d'enseignement belge, L'enseignement public au Congo : de sa création en 1946 à l'indépendance en 1960. <https://ligue-enseignement.be/lenseignement-public-au-congo-de-sa-creation-en-1946-a-lindependance-en-1960>

²⁹La Guardia, RDC : l'éducation confrontée à de nombreux défis, Janvier 2024. <https://magazinelaguardia.info/2024/01/03/rdc-leducation-confrontee-a-de-nombreux-defis/>

³⁰RDC : l'éducation confrontée à de nombreux défis, <https://magazinelaguardia.info/2024/01/03/rdc-leducation-confrontee-a-de-nombreux-defis/>

de ces régions ont moins de chances d'être scolarisés comparativement à leurs homologues urbains, en raison d'une offre éducative moins développée.³¹

Pour relever ces défis, plusieurs stratégies peuvent être proposées : renforcer les infrastructures éducatives, assurer une formation adéquate des enseignants et un déploiement équitable, et mettre en œuvre des programmes spécifiques pour les filles. Malgré les progrès vers l'accès universel à l'éducation, il est crucial de s'attaquer aux problèmes systémiques pour garantir une éducation équitable et de qualité à tous les enfants congolais.

1.3.2 Manque d'enseignants qualifiés

La République Démocratique du Congo (RDC) est confrontée à un grave problème de manque d'enseignants qualifiés, qui a des répercussions significatives sur la qualité de l'éducation et l'apprentissage des élèves. Ce défi est multidimensionnel et nécessite une attention urgente pour améliorer le système éducatif. Un des problèmes majeurs du système éducatif congolais est le manque d'enseignants qualifiés. De nombreux enseignants sont mal formés et manquent de formation continue, ce qui compromet la qualité de l'enseignement.³² Cette situation a un impact direct sur le niveau d'apprentissage des élèves, qui se traduit par des résultats médiocres aux examens et une faible capacité à acquérir des compétences fondamentales.

Un des principaux problèmes est la pénurie d'enseignants qualifiés. Selon les statistiques, environ 88 % des enseignants de la maternelle en RDC ne sont pas qualifiés, ce qui souligne l'ampleur de la crise.³³ Au niveau primaire et secondaire, cette situation se reflète également dans le manque de formation adéquate, ce qui compromet la capacité des enseignants à dispenser un enseignement de qualité.³⁴

Les enseignants congolais souffrent souvent de lacunes criantes dans leur formation. Beaucoup d'entre eux n'ont pas reçu une formation adéquate dans les matières qu'ils enseignent, ce qui nuit à la qualité de l'éducation.³⁵ Les programmes de formation existants ne répondent pas toujours aux besoins actuels du système éducatif, laissant les enseignants mal préparés pour faire face aux défis pédagogiques.

Les conditions de travail des enseignants en RDC sont souvent médiocres. Les salaires sont bas et les retards dans le paiement des salaires sont fréquents, ce qui démotive les enseignants et contribue à un turnover élevé.³⁶ De plus, le manque de soutien et de reconnaissance professionnelle renforce le sentiment d'abandon parmi les enseignants.

Le manque d'enseignants qualifiés a un impact direct sur le niveau d'apprentissage des élèves. Selon les données de l'UNICEF, seulement 27 % des élèves du primaire en RDC possèdent les compétences nécessaires en lecture après plusieurs années d'école.³⁷ Cette situation est exacerbée par le fait que les enseignants non qualifiés ne peuvent pas fournir un enseignement efficace, ce qui entraîne une génération d'élèves mal préparés pour l'avenir.

Pour résoudre la crise de l'éducation, plusieurs solutions potentielles incluent l'amélioration des programmes de formation des enseignants, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, ainsi que l'attraction de candidats qualifiés. Le manque d'enseignants qualifiés dans les zones rurales et défavorisées est un obstacle majeur à l'amélioration du système éducatif, et des efforts concertés sont nécessaires pour garantir une éducation de qualité à tous les enfants.

³¹Unicef, Les enjeux de l'éducation en RDC : priorité sur les filles, <https://www.unicef.org/drcongo/media/6306/file/COD-enjeux-education-priorite-filles.pdf>

³²HPP Congo, Amélioration de la qualité de l'éducation en RDC, <https://www.hpp-congo.org/fr/nouvelles-des-projets/amelioration-de-la-qualite-de-l-education-en-rdc-cheval-de-bataille-de-hpp-congo>

³³Acp.cd. 88% d'enseignants de la maternelle non qualifiés en RDC (Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire). <https://acp.cd/urbain/88-denseignants-de-la-maternelle-non-qualifies-en-rdc-organisation-mondiale-pour-leducation-prescolaire/>

³⁴Amélioration de la qualité de l'éducation en RDC : cheval de bataille de HPP-Congo. <https://www.hpp-congo.org/fr/nouvelles-des-projets/amelioration-de-la-qualite-de-l-education-en-rdc-cheval-de-bataille-de-hpp-congo>

³⁵Les enjeux et défis majeur du système éducatif congolais, <https://varlyproject.blog/education-rdc/>

³⁶RDC : l'éducation confrontée à de nombreux défis, <https://magazinela Guardia.info/2024/01/03/rdc-leducation-confrontee-a-de-nombreux-defis/>

³⁷Baisse de la qualité de l'enseignement en RDC, soutiennent plusieurs acteurs du domaine de l'éducation, <https://www.radiookapi.net/2024/03/06/emissions/bana-okapi/baisse-de-la-qualite-de-lenseignement-en-rdc-soutiennent-plusieurs>

1.3.3 Infrastructures scolaires inadéquates

Les infrastructures scolaires en République Démocratique du Congo (RDC) sont souvent considérées comme un obstacle majeur à l'éducation de qualité. Malgré les efforts pour améliorer l'accès à l'éducation, de nombreux défis liés aux infrastructures persistent, compromettant ainsi l'efficacité du système éducatif. Malgré la construction de nouvelles écoles, de nombreuses infrastructures scolaires demeurent insuffisantes. Beaucoup d'écoles manquent de salles de classe adéquates, de matériel pédagogique et d'équipements éducatifs essentiels, ce qui nuit à l'environnement d'apprentissage.³⁸ Les conditions dans lesquelles les élèves étudient sont souvent précaires, ce qui contribue à une expérience éducative insatisfaisante.

La RDC souffre d'une insuffisance généralisée des infrastructures scolaires. De nombreux établissements manquent de salles de classe adéquates, de matériel didactique et d'installations sanitaires appropriées. Par exemple, une étude a révélé que 72 % des collèges et lycées en milieu rural n'ont pas de laboratoires scientifiques, ce qui limite les opportunités d'apprentissage pratique pour les élèves.³⁹

Les bâtiments scolaires sont souvent en mauvais état, avec des structures vétustes qui ne répondent pas aux normes minimales de sécurité et d'hygiène. Cette situation est particulièrement préoccupante dans les zones rurales où les écoles sont souvent construites avec des matériaux de faible qualité.⁴⁰ Les enseignants et les élèves évoluent dans un environnement peu propice à l'apprentissage, ce qui affecte directement la qualité de l'éducation.

L'insuffisance des infrastructures contribue à l'abandon scolaire et à la faible rétention des élèves. Environ 65 % des écoles primaires sont privées, et beaucoup de familles ne peuvent pas se permettre de payer les frais de scolarité, ce qui accentue les inégalités d'accès à l'éducation.⁴¹ Les enfants issus de milieux défavorisés sont particulièrement touchés par cette situation, car ils n'ont souvent pas accès à des établissements scolaires adéquats.

En réponse à ces défis, le gouvernement congolais a promis d'améliorer progressivement les infrastructures scolaires. Cependant, la mise en œuvre reste lente et nécessite un engagement financier accru pour construire et rénover les écoles.⁴² Des organisations non gouvernementales comme World Vision travaillent également à la réhabilitation des infrastructures scolaires et à la fourniture de matériel éducatif pour améliorer l'environnement d'apprentissage.⁴³

Pour résoudre les problèmes d'infrastructures éducatives inadéquates en RDC, plusieurs mesures peuvent être proposées : investir dans la construction et la rénovation, promouvoir les partenariats public-privé, et impliquer les communautés dans leur gestion et leur entretien. Ces mesures visent à garantir un accès équitable et de qualité à l'éducation pour tous les enfants congolais.

Les inégalités socio-économiques continuent d'affecter l'accès à l'éducation. Les filles sont particulièrement touchées par ces inégalités, avec des taux d'abandon scolaire plus élevés que ceux des garçons en raison de facteurs culturels et économiques.⁴⁴ Les familles pauvres ont souvent du mal à couvrir les frais liés à l'éducation, même dans un contexte de gratuité scolaire. La gestion du système éducatif est également entachée par des problèmes de corruption et des détournements de fonds. Des enquêtes ont révélé des cas de falsification de documents et la présence d'enseignants fictifs dans certaines écoles.⁴⁵ Ces pratiques nuisent gravement à la transparence et à l'efficacité du système éducatif, entraînant un gaspillage inacceptable des ressources.

³⁸Varly Project Blog, Les enjeux et défis majeur du système éducatif congolais, <https://varlyproject.blog/education-rdc/>

³⁹Banque Mondiale. (2017). Améliorer les infrastructures scolaires afin que les élèves apprennent mieux. <https://blogs.worldbank.org/fr/education/am-liorer-les-infrastructures-scolaires-afin-que-les-l-ves-apprennent-mieux>

⁴⁰Les Volcans News. (2022). RDC : L'insuffisance des infrastructures scolaires, un obstacle de la gratuité de l'enseignement. <https://lesvolcansnews.net/2022/09/27/rdc-linsuffisance-des-infrastructures-scolaires-un-obstacle-de-la-gratuite-de-lenseignement-insp-sammy-kalihodi/>

⁴¹World Vision International. (n.d.). Education | Congo. <https://www.wvi.org/fr/congo/our-work/education>

⁴²Radio Okapi. (2022). RDC : l'insuffisance d'infrastructures scolaires parmi les défis à relever... <https://www.radiookapi.net/2022/03/21/actualite/education/rdc-linsuffisance-dinfrastructures-scolaires-parmi-les-defis-relever>

⁴³World Vision International. (n.d.). Education | Congo. <https://www.wvi.org/fr/congo/our-work/education>

⁴⁴Varly Project Blog, Les enjeux et défis majeur du système éducatif congolais, <https://varlyproject.blog/education-rdc/>

⁴⁵MediaCongo.net, Faillite du système éducatif en RDC : la part de responsabilité des parents, https://www.mediacongo.net/article-actualite-121123_faillite_du_systeme_educatif_en_rdc_la_part_de_responsabilite_des_parents.html

1.3.4 Programmes scolaires inadaptés

Le système éducatif de la République Démocratique du Congo (RDC) est confronté à des défis significatifs liés à l'inadéquation de ses programmes scolaires. Ces programmes ne répondent pas aux besoins actuels des élèves ni aux exigences du marché du travail, ce qui compromet la qualité de l'éducation. Les programmes scolaires actuels ne répondent pas toujours aux besoins contemporains des élèves et aux réalités du marché du travail. De nombreux contenus d'enseignement sont dépassés et ne préparent pas adéquatement les élèves aux défis modernes. Cette inadéquation contribue à un taux élevé de décrochage scolaire, en particulier dans les provinces où les taux d'achèvement du secondaire sont alarmants (par exemple, seulement 4,6 % au Grand Kasaï).⁴⁶

Les programmes scolaires en RDC contiennent des contenus d'enseignement qui ne correspondent plus aux réalités contemporaines. De nombreux sujets enseignés ne sont pas pertinents pour les défis économiques et sociaux actuels, ce qui limite la capacité des élèves à acquérir des compétences utiles. Par exemple, une étude a révélé que les élèves se retrouvent souvent avec des connaissances théoriques sans application pratique dans leur vie quotidienne ou professionnelle.^{47, 48} Le taux d'achèvement scolaire est préoccupant, avec des millions d'enfants quittant l'école sans qualifications. Dans certaines provinces, comme le Kasaï, le taux d'achèvement du second cycle du secondaire est extrêmement bas, atteignant seulement 4,6 %.⁴⁹ Ce phénomène est aggravé par le fait que les programmes scolaires ne préparent pas adéquatement les élèves aux exigences académiques et professionnelles.

Les résultats des tests administrés montrent que la majorité des élèves n'ont pas atteint les compétences de base en lecture et en mathématiques. En milieu rural, seulement 9,1 % des garçons et 6,5 % des filles démontrent des compétences de base en lecture.⁵⁰ Cette lacune est attribuée à des programmes qui ne favorisent pas l'apprentissage actif et pratique. Les programmes scolaires inadaptés exacerbent également les inégalités d'accès à l'éducation. Les filles et les enfants vivant dans les zones rurales sont particulièrement désavantagés par un système qui ne prend pas en compte leurs besoins spécifiques.⁵¹ Le manque d'adaptabilité des programmes contribue à un taux élevé d'abandon scolaire parmi ces groupes vulnérables.

Pour résoudre ces problèmes, plusieurs réformes sont nécessaires: mettre à jour le contenu éducatif, continuer la formation des enseignants et intégrer des compétences pratiques. L'insuffisance des programmes éducatifs de la RDC est un obstacle majeur à l'amélioration de la qualité de l'éducation. Des réformes significatives sont nécessaires pour garantir que tous les enfants reçoivent une éducation pertinente et adaptée.

Conclusion

En conclusion, le système éducatif congolais a traversé diverses étapes historiques et évolutions, reflétant les défis et les aspirations d'un pays en constante mutation. Malgré les obstacles persistants, des progrès ont été réalisés dans l'amélioration de l'accès à l'éducation, la promotion de la qualité de l'enseignement et la diversification des filières de formation. Il reste cependant encore beaucoup à faire pour garantir une éducation de qualité pour tous les citoyens congolais, en veillant à ce que les ressources nécessaires soient mobilisées de manière adéquate, que les enseignants soient bien formés et motivés, et que les programmes éducatifs soient adaptés aux besoins du marché du travail. En continuant à s'appuyer sur les opportunités offertes par les réformes en cours et en mettant l'accent sur l'équité et l'inclusivité, le système éducatif congolais pourra contribuer de manière significative au développement durable et à l'épanouissement de la société congolaise dans son ensemble.

⁴⁶Varly Project Blog, Les enjeux et défis majeur du système éducatif congolais, <https://varlyproject.blog/education-rdc/>

⁴⁷USAID ECCN Rapport de recherche sur l'éducation non formelle en RDC [PDF]. (2017).

⁴⁸Actualité.cd. (2023). Programme scolaire : la langue, un vrai défi pour la réforme du système éducatif.

⁴⁹Mabiala Ma-Umba. (2020). Au-delà de la gratuité de l'enseignement de base, comment réformer l'école en RDC.

⁵⁰Mabiala Ma-Umba. (2020). Au-delà de la gratuité de l'enseignement de base, comment réformer l'école en RDC.

⁵¹HPP Congo. (2022). Amélioration de la qualité de l'éducation en RDC.

Reference

- [1]. Acp.cd. 88% d'enseignants de la maternelle non qualifiés en RDC (Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire). <https://acp.cd/urbain/88-denseignants-de-la-maternelle-non-qualifies-en-rdc-organisation-mondiale-pour-leducation-prescolaire/>
- [2]. Actualité.cd. (2023). Programme scolaire: la langue, un vrai défi pour la réforme du système éducatif.
- [3]. Amélioration de la qualité de l'éducation en RDC: cheval de bataille de HPP-Congo. <https://www.hpp-congo.org/fr/nouvelles-des-projets/amelioration-de-la-qualite-de-l-education-en-rdc-cheval-de-bataille-de-hpp-congo>
- [4]. Armand M'Batika, La réforme curriculaire en République démocratique du Congo, un projet en devenir, 2012, pp. 101-112. <https://shs.cairn.info/ecoles-en-mouvements-et-reformes--9782804171186-page-101?lang=fr>
- [5]. APED OVDS, La réforme de l'enseignement supérieur et universitaire au Congo -9 mars 2006 <https://www.skolo.org/2006/03/09/la-reforme-de-l-enseignement-superieur-et-universitaire-au-congo/>
- [6]. Banque Mondiale. (2017). Améliorer les infrastructures scolaires afin que les élèves apprennent mieux. <https://blogs.worldbank.org/fr/education/am-liorer-les-infrastructures-scolaires-afin-que-les-l-ves-apprennent-mieux>
- [7]. Baisse de la qualité de l'enseignement en RDC, soutiennent plusieurs acteurs du domaine de l'éducation, <https://www.radiookapi.net/2024/03/06/emissions/bana-okapi/baisse-de-la-qualite-de-l-enseignement-en-rdc-soutiennent-plusieurs>
- [8]. Editions de l'École des hautes études en sciences sociales, <https://books.openedition.org/editionsehess/334?lang=en>
- [9]. Edoardo Quareta, « Enfance, évangélisation et inculturation catholique en colonie », Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière », 22 | 2020, 25-45. <http://journals.openedition.org/rhei/5107>; DOI: <https://doi.org/10.4000/rhei.5107>
- [10]. For the readability of the text, the majority of figures in this and the following chapters have been included in the appendices 1 to 7.
- [11]. HPP Congo. (2022). Amélioration de la qualité de l'éducation en RDC. HPP Congo, Amélioration de la qualité de l'éducation en RDC, <https://www.hpp-congo.org/fr/nouvelles-des-projets/amelioration-de-la-qualite-de-l-education-en-rdc-cheval-de-bataille-de-hpp-congo>
- [12]. Mabilia Ma-Umba. (2020). Au-delà de la gratuité de l'enseignement de base, comment réformer l'école en RDC.
- [13]. Marc Depaepe, Sous le signe du paternalisme: les politiques éducatives au Congo belge, 1908-1960, <https://books.openedition.org/enseditions/2415?lang=en>
- [14]. Marc Depaepe, Denise Angotako mawanzo, « L'éducation coloniale au Congo belge », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe [en ligne], ISSN 2677-6588, mis en ligne le 31/08/21, consulté le 13/12/2024. Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/21639>
- [15]. MediaCongo.net, Faillite du système éducatif en RDC: la part de responsabilité des parents, https://www.mediacongo.net/article-actualite/121123_faillite_du_systeme_educatif_en_rdc_la_part_de_responsabilite_des_parents.html
- [16]. Muholangu, M. A. (2004). Préface. Comprendre la transition ou La constitution de la transition expliquée. Kinshasa: Forel.
- [17]. MSC is the official abbreviation for the congregation of the Missionaries of the Sacred Heart of Jezus (Missionarii Sacratissimi Cordis Jesu). Both to the congregation and the members of it, who are mentioned often in this thesis, will systematically be referred to by this abbreviation. The congregation was founded in 1855 in Isoudun, a village in the centre of France. The founder was the priest Jules Chevalier.
- [18]. Kita, P. (1982). Colonisation et enseignement. Bukavu: Editions du Ceruki.
- [19]. La Guardia, RDC: l'éducation confrontée à de nombreux défis, Janvier 2024. https://magazinelaguardia.info/2024/01/03/rdc-leducation-confrontee-a-de-nombreux-defis/Les_Volcans_News. (2022). RDC: L'insuffisance des infrastructures scolaires, un obstacle de la gratuité de l'enseignement. <https://lesvolcansnews.net/2022/09/27/rdc-linsuffisance-des-infrastructures-scolaires-un-obstacle-de-la-gratuite-de-l-enseignement-insp-sammy-kalihodi/>
- [20]. Le christianisme sous les signes de Saint Jacques et de Saint Antoine, <https://books.openedition.org/editionsehess/341?lang=en>
- [21]. Les enjeux et défis majeur du système éducatif congolais, <https://varlyproject.blog/education-rdc/>
- [22]. Ligue d'enseignement belge, L'enseignement public au Congo: de sa création en 1946 à l'indépendance en 1960. <https://ligue-enseignement.be/lenseignement-public-au-congo-de-sa-creation-en-1946-a-lindependance-en-1960>

- [23]. L'enseignement public au Congo: de sa création en 1946 à l'indépendance en 1960 Jeudi 10 décembre 2020 <https://ligue-enseignement.be/lenseignement-public-au-congo-de-sa-creation-en-1946-a-lindependance-en-1960>
- [24]. L'évangélisation en RDC, entre accueil et intériorisation <https://www.vaticannews.va/fr/afrique/news/2023-01/l-evangelisation-en-rdc-une-histoire-d-accueil-et-d-interiorisa.html>
- [25]. Plan Décennal pour le développement économique et social du Congo Belge, Bruxelles, 1949, p. 68.
- [26]. Radio Okapi, L'éducation en RDC 61 ans après: des avancées à la descente aux enfers. <https://www.radiookapi.net/2021/06/30/actualite/societe/leducation-en-rdc-61-ans-apres-des-avancees-la-descente-aux-enfers>
- [27]. Radio Okapi. (2022). RDC : l'insuffisance d'infrastructures scolaires parmi les défis à relever... <https://www.radiookapi.net/2022/03/21/actualite/education/rdc-linsuffisance-dinfrastructures-scolaires-parmi-les-defis-relever>
- [28]. RDC: l'éducation confrontée à de nombreux défis, <https://magazinelaguardia.info/2024/01/03/rdc-leducation-confrontee-a-de-nombreux-defis/Spartacus> Kabala Munyemo, L'intégration des valeurs traditionnelles congolaises dans l'amélioration du système éducatif moderne en RDC. Cas de l'initiation traditionnelle Lega de 1905 à 2008, Université pédagogique nationale - Diplôme d'études approfondies 2012. https://www.memoireonline.com/10/12/6168/m_Lintegration-des-valeurs-traditionnelles-congolaises-dans-lamelioration-du-systeme-educati40.html
- [29]. Thérèse Olunga Olulu, Politique Coloniale D'enseignement Et Integration Scolaire Des Femmes Congolaises En Periode Coloniale Au Congo Kinshasa Exemple De Kisangani (Ex. Stanley Ville), European Scientific Journal June 2017 edition Vol.13, No.16 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857-7431
- [30]. Unicef, Les enjeux de l'éducation en RDC: priorité sur les filles, <https://www.unicef.org/drcongo/media/6306/file/COD-enjeux-education-priorite-filles.pdf>
- [31]. USAID ECCN Rapport de recherche sur l'éducation non formelle en RDC [PDF]. (2017).
- [32]. Varly Project Blog, Les enjeux et défis majeur du système éducatif congolais, <https://varlyproject.blog/education-rdc/>
- [33]. Verheust, T. (1974). L'enseignement en République du Zaïre. Cahiers du CEDAF, 1, 1-47.
- [34]. Verhaegen, B. (1986). Propositions sur l'Université de demain. Revue de l'IRSA, 1, 45-64.
- [35]. William Graham Lister Randles, L'ancien royaume du Congo des origines à la fin du XIXe siècle, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Avril, 18, 2013, p. 276. Paris. <https://books.openedition.org/editionsehess/314?lang=en>
- [36]. World Vision International. (n.d.). Education | Congo. <https://www.wvi.org/fr/congo/our-work/education>